

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 127 / 10 décembre 2012



CTL DRFIP

Le CTL de la DFRIP est convoqué le 11 décembre, avec au menu à nouveau la réorganisation de la Fiscalité Immobilière suite au vote négatif unanime des organisations syndicales lors du précédent CTL.

Un point est prévu sur le bilan de la notation, et, à la demande de la CGT, sur la situation des SIE, en particulier à propos des remous autour de la cotisation foncière des entreprises (CFE).

CES GENS-LÀ

« Faut vous dire, Monsieur, que chez ces gens-là, on cause pas, Monsieur, on cause pas, on compte » (Jacques Brel – 1966)

Antidote (n° 125) vous a déjà touché un mot des mesures de simplifications chères à notre nouveau DG.

On s'en voudrait de ne pas signaler la mesure n° 13 du mois de novembre, si importante qu'elle est reprise en « flash » sur Ulysse44 : avec toute la pompe qui sied (services concernés/nature de la mesure/description/apport/origine/modalités de mise en œuvre/calendrier...ouf), on nous apprend que nous n'aurons plus à changer notre mot de passe que 2 fois par an au lieu de 4.

Mais, à la DG, en tout poète de la fiche de synthèse sommeille un comptable par nature, et il n'a pas pu s'empêcher de mesurer l'impact de la mesure en termes de temps de travail libéré : à raison de 2 changements de 5 minutes * éparpillés à



120 000 agents, cela fait... 20 000 heures.

Ça n'a aucun sens de faire ce calcul, il en convient, mais, doux Jésus ! quel orgasme !

* 5 minutes pour changer un mot de passe, en plus, il nous prend pour des tartes !

PHILATÉLIE



Autre simplification (mesure n°6 de novembre) : le relèvement du seuil d'approvisionnement des buralistes en timbres fiscaux. Moins de déplacements pour eux, moins d'écritures fastidieuses pour les collègues de l'enregistrement. Très bien.

Moins de déplacements, moins d'écritures comptables...mais c'est bien sûr : La Poste nous a copié en imposant un seul déchargement de fonds par semaine !

C'est certes « ennuyeux et dangereux » pour les postes comptables concernés (tous à terme) pour reprendre l'expression de notre DRFIP, mais on attend de voir avec impatience comment on va nous simplifier tout ça en haut lieu.

UNE ACTION PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Des résultats de la journée d'action du 27 novembre à la DGFIP, il est difficile de tirer un constat unique.

Avec près d'un agent sur quatre en grève au niveau national, de nombreux rassemblements devant les directions locales et le ministère, le gouvernement ne peut nier le climat conflictuel qui règne dans notre administration.

A Nantes, près d'une centaine de collègues s'est rassemblée devant la DRFIP, quai de Versailles.

Le blocage du dialogue social empêche toute négociation.

Les organisations syndicales estiment donc nécessaire de travailler au renforcement du rapport de force.

Parmi les dispositions prises par l'intersyndicale, il y a l'organisation d'actions autour de la tenue des CTL, et, dans l'immédiat, la confirmation de la suspension du dialogue social informel (groupes de travail...).

Pour sa part, la CGT estime essentiel d'élargir l'action et a émis l'idée de la tenue d'états généraux locaux préparés autour de cahiers de doléances collectés dans les services, dans la perspective d'assises et d'une manifestation nationale.

De son côté, Solidaires a proposé la publication d'un manifeste soumis à signature des agents.

L'articulation précise et les conditions de mise en route de ces propositions devraient être définies avant fin décembre.

Élargir l'action, c'est aussi pour la CGT travailler aux convergences avec le reste de la fonction publique qui subit la poursuite de la même politique (salaires, emploi, non reconnaissance des qualifications, jour de carence, accès au 8ème échelon C...).

Élargir l'action, c'est aussi unir en une même force salariés du public et du privé face à l'offensive du Medef et de ses alliés qui sont en train de peser dangereusement sur la politique gouvernementale.

Se saisissant de la négociation en cours sur les retraites complémentaires dans le privé, la CGT a décidé d'alerter les salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi et les appelle à intervenir en direction des employeurs et du Medef le **jeudi 13 décembre**.

Pour le patronat, les entreprises ne pourraient plus financer et la seule solution serait une baisse drastique des prestations. Aujourd'hui les complémentaires, demain le régime général et la fonction publique...

Le crédit d'impôt-cadeau de 20 milliards que vient de leur faire le gouvernement (sans contrainte en terme de contrepartie), les 172 milliards d'aides publiques (sans beaucoup de contrôle, nous sommes bien placés pour le savoir) dont bénéficient déjà les entreprises, tout cela ne leur suffit pas.

Il est temps de renverser la donne.

Rassemblements revendicatifs :

à **Nantes de 11h30 à 14 h** devant le siège du Medef, 37 quai de Versailles, à **Saint-Nazaire à 11h30** devant la chambre de commerce, rue du Général de Gaulle.

C'est le midi, ce n'est pas loin de plusieurs sites de la DRFIP : la CGT Finances Publiques appelle les collègues à s'y joindre nombreux.



NOUVEAU CROSS DE BERCY

La course de fond pour l'accès au 8ème échelon « spécial » du grade d'AAP1 a rendu son verdict.

Pour la DRFIP 44, de 76 promus-es possibles sur la ligne de départ, 37 seulement ont pu rallier Bercy (39 disqualifications d'office), et seuls 22 en sont revenu-es.

Tant mieux pour ces 22 collègues, ce n'est que justice au terme d'une carrière bien remplie, et nous nous en réjouissons.

Mais cette sélection impitoyable met d'autant plus en lumière l'injustice faite aux autres.

La seule mesure équitable est bien l'accès de tous les collègues au 8ème échelon dès qu'il remplissent les conditions..

Rappel : le compte-rendu de la CAP locale du 19/10 est en ligne sur notre site.

<http://www.financespubliques.cgt.fr/44/spip.php?article1219>